

## **CENT MINUTES POUR CONVAINCRE... DE FAIRE GREVE.**

Celles et ceux qui ont bien suivi M. FILLON sur France2 sont maintenant convaincus que le gouvernement Raffarin veut mettre en pratique en matière de retraite ce qu'il fait déjà par ailleurs en matière d'emploi, de service public, de fiscalité, d'assurance maladie.

Dans tous ces domaines, la politique vise à réduire la contribution aux charges communes des entreprises, des couches sociales les plus aisées et des détenteurs de capitaux. A chaque fois les mesures prises sont présentées bonnes pour l'emploi. En réalité les licenciements s'accroissent, et les inégalités se renforcent au même rythme.

M. Fillon ment quand il affirme qu'il n'y a pas d'alternative à son projet. Pour l'Union Syndicale G10 Solidaires il est normal, et possible, d'attribuer au cours des quarante prochaines années une part plus importante du Produit Intérieur Brut au financement des retraites, comme cela a d'ailleurs été possible au cours des quarante dernières années.

Le retour à la répartition des richesses pratiquée en France entre 1970 et 1975 conduirait à renforcer très fortement les rentrées de cotisations sociales, pour les retraites comme pour l'assurance maladie. La suppression des multiples exonérations sociales dont bénéficient les entreprises et qui n'ont pas créé un emploi conforterait également les budgets sociaux.

Le plein emploi et l'augmentation des salaires sont une alternative.

M. Fillon ment quand il affirme qu'il veut sauver la retraite par répartition. En s'accrochant à l'idéologie libérale de la réduction régulière des prélèvements obligatoires, le gouvernement enferme le financement des retraites dans un budget contraint alors que les besoins vont augmenter. Il s'agira alors de « répartir » moins entre plus d'attributaires. Toutes les techniques imaginées par M. Fillon ont ce seul objectif. Attribuer une décote par année manquante, changer les périodes de référence et les méthodes d'indexation, tout ceci aura effectivement pour effet de réduire le niveau des retraites et des pensions.

En refusant de revenir sur les mesures Balladur de 1993, en annonçant un alignement à 40 annuités pour tous en 2008 et en programmant déjà une prolongation régulière du nombre d'annuités « au travail » en fonction de l'espérance de vie, M. Fillon programme parallèlement le maintien d'un taux de chômage important, qui permettra toujours aux employeurs de faire pression sur les salariés, leurs salaires et leurs conditions de travail.

Par ailleurs de nombreux salariés, et plus particulièrement les femmes, ne pourront avoir leurs 40 annuités (durée des études, interruption de l'activité salariée en cours de vie, etc...) ; le plus grand nombre d'entre eux partira donc avec une retraite fortement amputée ; les salariés les mieux rémunérés auront la perspective offerte d'une épargne-retraite complémentaire, fluctuante au gré des marchés financiers.

Pour l'Union Syndicale G10 Solidaires, l'exigence d'une retraite avec 37,5 annuités maximum pour obtenir 75% du salaire est liée à la nécessité d'un changement profond de la politique économique et sociale du gouvernement. Pour y parvenir elle appelle d'ores et déjà les équipes militantes de ses fédérations et syndicats membres à proposer aux salariés, dès le 13 Mai, de décider d'une grève générale interprofessionnelle reconductible.